

tions (dans l'italophilie) du général Avérescou ne sont basées heureusement que sur d'autres exagérations, celles de la presse italienne, qui a voulu voir dans le traité italo-roumain une ère nouvelle pour la politique balkanique dont l'Italie serait désormais l'axe. Ces exagérations n'ont jamais été prises au sérieux dans les milieux qui dirigent la politique extérieure de la Roumanie. » Et l'*Adeverul*, en admettant une expansion italienne en Albanie « sur le terrain économique et culturel », ajoutait : « Si l'Italie dépassait ces limites, la Roumanie s'y opposerait... et seconderait la Iougoslavie. »

L'heure n'est plus où les grandes puissances, Autriche et Russie impériales, se partageaient les Balkans en sphères d'influence ou s'y disputaient l'hégémonie. On ne traite plus les Nations balkaniques unifiées, majeures, comme on disposait des petits États qui, pour assurer leur unité linguistique, territoriale, étaient contraints de chercher étai diplomatique au dehors. Aujourd'hui tout interne est l'entraide diplomatique. Dévoilant ses ambitions balkaniques, l'Italie sert involontairement la cause de l'Unité des Balkans.

La défense turque. — L'appui diplomatique de la Grande-Bretagne, promis vaguement à Livourne, a sans doute des fins pacifiques, mais repose aussi sur des postulats qui restent à démontrer encore. La politique britannique reprend le grand œuvre des Palmerston, des Disraeli. Les Balkans semblaient alors destinés, dans la déchéance de l'« homme malade », à ne servir que de champ clos à l'Autriche et à la Russie. La politique britannique bouclait les Détroits en 1841, détruisait les arsenaux russes, neutralisait la mer Noire en 1856,